



COMMUNIQUE DE PRESSE

UNSEN - CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 MONTREUIL cedex

Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Contact Presse : Matthieu Brabant - 06 77 81 34 83

Service public d'orientation tout au long de la vie : Nadine Morano veut passer en force !

La mise en œuvre par la ministre chargée de l'Apprentissage de la Formation professionnelle du Service Public d'Orientation tout au long de la vie commence bien mal.

Imposée sans concertation, elle vise à donner à l'orientation le rôle d'instrument de régulation des flux, de mise en concurrence des organismes et de privatisation à terme de l'orientation scolaire.

La CGT Educ'action s'oppose à cette conception et lutte pour faire reconnaître la spécificité des différentes structures (CIO, missions locales, pôle emploi et CIDJ).

Mais sans même attendre les discussions dans les Régions, la ministre chargée de l'apprentissage et de la formation professionnelle a réuni les préfets le 18 janvier 2012 pour leur demander d'attribuer le label « orientation pour tous » à un site au moins par Région d'ici le 15 février 2012.

Ainsi, le projet de labellisation du Service Public d'Orientation tout au long de la vie en Seine-et-Marne (77), préparé sans aucune transparence risque d'être imposé de manière autoritaire par le préfet, au mépris de l'avis des organisations syndicales. Ce projet organiserait le détournement d'une partie des moyens du service public au profit de la cité des métiers et de la chambre de commerce et d'industrie du 77. **La CGT et la FSU Ile-de-France sont intervenues en commun pour s'opposer à cette tentative de passage en force. Elles ont dénoncé cet autoritarisme visant à imposer des projets qui menacent les missions, le statut et les conditions d'exercice des personnels de pôle emploi, des CIO et des missions locales. Nous ne voulons pas que cette manœuvre soit reproduite partout en France.**

La CGT Educ'action soutient toutes les mobilisations visant à s'opposer à ces labellisations imposées de façon autoritaire.

Montreuil, le 15 février 2012